



REGLEMENT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE :

BAZOUCHES-SUR-GUYONNE

GALLUIS

JOUARS-PONTCHARTRAIN

LE TREMBLAY SUR MAULDRE

LES MESNULS

MAREIL-LE-GUYON

NEAUPHLE-LE-CHATEAU

NEAUPHLE-LE-VIEUX

SAINT-REMY L'HONORE

SAULX-LE-MARCHAIS

VILLIERS-LE-MAHIEU

VILLIERS-SAINT-FREDERIC

ZONAGE DES EAUX USEES

Le zonage de l'assainissement est une carte permettant de définir une option d'assainissement – collectif ou non collectif – pour chacune des zones construites ou constructibles des territoires des communes du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région de Neauphle le Château.

Les **zones non collectives** sont des espaces où la dispersion de l'habitat, les conditions de sol et de topographie, rendent le développement d'un réseau collectif de collecte des eaux usées domestiques techniquement et financièrement moins pertinent que l'assainissement non collectif.

Si un immeuble est en **zone collective**, c'est qu'il est – ou sera à l'avenir – desservi par le réseau. Le zonage définit donc le mode d'assainissement **à terme** des propriétés, indépendamment des modalités de mise en œuvre du service dont il ne fait que préciser l'objet.

Le zonage ne préjuge pas de l'assainissement **actuel** des propriétés ni de leur conformité. Il n'est pas un document à regarder à l'échelle des parcelles cadastrales. Le zonage ne détermine pas du caractère constructible ou non d'un terrain.

Le projet de zonage est élaboré sur la base d'une étude de schéma directeur d'assainissement, qui prend en compte le fonctionnement actuel des réseaux et les perspectives de développement. L'étude permet d'estimer la faisabilité et le coût de la réhabilitation de l'assainissement non collectif, et de le comparer à la solution collective.

La priorité est donnée au développement d'un réseau collectif chaque fois :

- qu'il s'avère plus avantageux que l'assainissement non collectif pour un temps de retour de 10 ans (en tenant compte de l'investissement initial, de l'amortissement des ouvrages, et des coûts de fonctionnement),
- qu'il est techniquement réalisable et que le coût à l'habitation reste acceptable pour la mise en œuvre de techniques « classiques ». Il est rappelé que le coût de référence pris en compte par les partenaires financiers par branchement collectif est inférieur à 10.000 €.

Lorsque l'assainissement collectif « classique » (réseau gravitaire ou mixte gravitaire/refoulement) est en limite de faisabilité technique et financière, la possibilité de mettre en œuvre une alternative semi collective ou par des techniques innovantes de collecte alternative (réseau sous pression) est étudiée. La solution alternative nécessite cependant une étude de faisabilité poussée qui n'est pas du niveau de détail de l'étude de zonage.

Sur la base de cette approche, le projet de zonage d'assainissement a été arrêté enquête publique du 1^{er} mars au 2 avril 2007.

Les questions et souhaits de modification ont été transmis au SIARNC par le commissaire enquêteur nommé pour l'occasion par le Tribunal Administratif des Yvelines.

A l'issue de l'enquête publique, et après quelques modifications mineures, le zonage a été définitivement adopté. Il devient alors un document de référence pour le volet assainissement des projets d'urbanisation.

ZONAGE DES EAUX PLUVIALES

Un volet pluvial s'ajoute au zonage d'assainissement, lorsque les problématiques d'inondation, de maîtrise du ruissellement et ou de saturation des réseaux d'assainissement le nécessitent.

Les eaux pluviales proviennent des précipitations atmosphériques par ruissellement sur les toitures, les voiries, les trottoirs, ou des espaces non bâtis partiellement imperméables ou déjà saturés d'eau.

Deux aspects sont donc pris en compte dans l'approche de la problématique de gestion des eaux pluviales :

- d'une part les inondations, suivant la capacité des exutoires pluviaux à évacuer les eaux lors des fortes pluies, c'est l'étude des zones sensibles au ruissellement,
- et d'autre part les pollutions pluviales, notamment par ruissellement sur des surfaces sales (voiries, zones de stationnement) ou par le débordement de collecteurs d'assainissement unitaires, c'est-à-dire construits à l'origine pour collecter dans une même canalisation les eaux usées et pluviales.

Le SIARNC, gestionnaire de réseaux unitaires sur 10% environ de son territoire, est à ce titre intéressé par la problématique de gestion des eaux pluviales, d'où son implication auprès des communes pour la création du zonage pluvial. Il n'a pour autant aucune compétence dans les domaines de la définition du risque et la lutte contre les inondations, le ruissellement rural, les pollutions d'origine strictement pluviale.

Le zonage pluvial proposé dans le cadre de la présente enquête publique constitue une étape non exhaustive, car basée sur la modélisation hydraulique des principaux collecteurs pluviaux urbains. Les autres informations ne sont citées que sur la base de documents émanant du Comité de Bassin Hydrographique de la Mauldre et de ses Affluents (COBAHMA) et de la DDAF 78.

1 RAPPEL DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES DU SAGE DE LA MAULDRE

Le contexte réglementaire des territoires des communes adhérentes au SIARNC est lié au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Bassin de la Mauldre approuvé en janvier 2001 où plusieurs objectifs ont été définis parmi lesquels :

- L'objectif 1A : « Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous produits de l'épuration de temps sec » ;
- L'objectif 1B : « Diminuer les rejets polluants de l'assainissement collectif et gérer les sous produits de l'épuration de temps de pluie » ;
- L'objectif 2 : « Diminuer les rejets polluants diffus et les apports solides liés au ruissellement » ;
- L'objectif 4 : « Gérer les ruissellements et les capacités de rétention ».

Il en découle notamment les axes d'action suivants, modulés suivant les surfaces concernées :

- **Maîtrise du ruissellement à la source en limitant à 1 l/s/ha** le débit de ruissellement généré par les opérations d'aménagement, qu'elles concernent un terrain déjà aménagé ou un terrain naturel dont elle tend à aggraver le niveau d'imperméabilisation. Les modalités d'application sont téléchargeables à l'adresse www.gesteau.eaufrance.fr (guide d'application de la délibération du 9 novembre 2004 de la Commission Locale de l'Eau).
- Les eaux provenant des zones de circulation, stationnement, activités salissantes doivent subir un prétraitement (débouage et déshuilage, traitement direct par les plantes dans le bas côté ou traitement équivalent) avant rejet au milieu naturel.

2 ACTIONS DE GESTION DES EAUX PLUVIALES GENERALISEES A L'ENSEMBLE DU SIARNC

Les aménagements dont la mise en œuvre est recommandée sont :

2.1 ZONES DE COLLECTE SEPARATIVE

Pour les constructions et infrastructures existantes, différents aménagements peuvent être proposés pour lutter contre le ruissellement et les inondations :

- réduction des apports amont par écrêtement (bassins tampons à utiliser en dernier recours si techniques alternatives non utilisables), déconnexion de bassins versants des zones de collecte,
- modification de la répartition des flux d'amont en aval (restructuration des réseaux, partages des flux...),
- à l'occasion d'opportunités de travaux ou d'aménagements, techniques alternatives précédentes,
- suppression d'insuffisances locales par renforcement d'ouvrages incriminés sous conditions de ne pas reporter les problèmes vers l'aval.

La gestion à la parcelle des eaux pluviales est fortement souhaitée en zone de collecte séparative.

2.2 LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS PLUVIALES ET PLUVIO-UNITAIRES

Le SIARNC exerce un contrôle de conformité des branchements à l'assainissement pour supprimer les rejets directs d'eaux usées au milieu naturel pour l'ensemble des zones assainies collectivement. **Chaque propriétaire doit veiller à la conformité de son branchement et le mettre en conformité le cas échéant.**

Les bassins versants de collecte unitaire des eaux sont particulièrement concernés par les pollutions pluviales, car en plus des erreurs de branchement, peuvent se produire des surverses d'eaux usées au milieu naturel lors des pluies par les déversoirs prévus à cet effet.

Les réseaux unitaires sont très présents dans les communes de Galluis, Les Mesnuls, et dans une moindre mesure dans les quartiers collectés en unitaires des autres communes du syndicat (notamment dans les centres anciens de Jouars et Neauphée le Château).

Pour tous ces secteurs unitaires, une gestion à la parcelle des eaux pluviales sera privilégiée pour tous les projets, même en présence du réseau de collecte unitaire, dans la même logique que dans le cadre de la lutte contre les inondations, jusqu'à ce que l'optimum soit atteint entre la réduction des déversements d'orage et la nécessité de maintenir des pointes de débit suffisantes pour l'auto curage du réseau.

L'application des préconisations du SAGE est obligatoire.

Le SIARNC demandera en zone unitaire une gestion alternative des eaux pluviales pour tout projet neuf ou de réhabilitation.

2.3 NOUVELLES URBANISATIONS

Pour les constructions et infrastructures nouvelles, publiques ou privées, collectives ou individuelles, afin de ne pas aggraver la situation actuelle, toutes les possibilités de solutions "alternatives" ou "compensatoires" au ruissellement doivent être envisagées pour évacuer les eaux pluviales si la nature du sol le permet (capacité d'infiltration du sol), ou au moins pour garantir le débit de fuite régulé.

Elles feront principalement appel à l'infiltration, au stockage, à l'épandage superficiel :

- assainissement à la parcelle : puits, fossés, noues, tranchées drainantes, citernes, toitures terrasses, lits d'épandage
- assainissement par groupe de parcelles : fossés, noues, tranchées pour recueillir et infiltrer les eaux de ruissellement des espaces collectifs, tranchées filtrantes ou drainantes, chaussées poreuses ou sur fondation drainante
- assainissement par opération : bassins de retenue ou d'infiltration (à utiliser en dernier recours si techniques alternatives non utilisables) chaussées réservoirs.

L'application des préconisations du SAGE est obligatoire.

La gestion à la parcelle des eaux pluviales est fortement souhaitée en zone de nouvelle urbanisation.

2.4 ZONES NON URBANISEES

Pour ces zones, les aménagements envisageables consistent principalement en des mesures visant à favoriser l'infiltration et prévenir la formation des écoulements torrentiels.

La réflexion ne peut être menée valablement qu'avec les agriculteurs.

3 PREVENTION DES INONDATIONS DANS LES ZONES SENSIBLES AU RUISSELLEMENT URBAIN

Les zones de prévention renforcée des inondation sont celles où la modélisation des collecteurs montre des mises en charges ou des débordements pour une pluie de fréquence de retour inférieure à 10 ans.

Dans ces zones, figurées en noir sur les cartes de zonage pluvial, les solutions de gestion préconisées par le SAGE de la Mauldre pour la maîtrise du ruissellement et la qualité des eaux présentent un intérêt tout particulier pour tous les projets, y compris en dessous de 1000 m² de terrain.

Le principe d'une hiérarchisation des objectifs de gestion des eaux pluviales est adopté :

- Gestion des volumes :
 - o Réduction à la source (minimiser les surfaces imperméables, toitures terrasse, etc.) ;
 - o Circulation « alternative » des eaux (noues, etc.)
 - o Régulation des débits (ouvrages de tamponnement)
 - o Infiltration des eaux (suivant la perméabilité des sols et la surface d'infiltration disponible)
- Dépollution des eaux
 - o Si création de plus de 20 places de stationnement de véhicules légers ou 10 PL, implantation d'un déshuileur
 - o Dépollution extensive plutôt que par des ouvrages compacts
 - o Si emploi de décanteur déshuileur, implantation en aval de la régulation, ou avec by-pass amont, et gestion planifiée des sous produits.

L'application des préconisations du SAGE est obligatoire.

La gestion à la parcelle des eaux pluviales devra systématiquement être étudiée dans les bassins versants sensibles identifiés par le zonage.

Zonage d'assainissement	Règlement de zone